

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2021-DSAS-20
Projet de loi : Prestations complémentaires pour les familles à revenus modestes	GROSSEN RAT
<i>Propositions de la commission ad hoc CAH-2023-023</i>	2021-DSAS-20
<hr/>	<hr/>
Présidence : Benoît Rey	Präsidium: Benoît Rey
Membres : Laurent Baeriswyl, Marc Fahrni, Andreas Freiburghaus, Bernadette Mäder-Brülhart, Anne Meyer Loetscher, Pascale Michel, Savio Michelod, Elias Moussa, Katharina Thalmann-Bolz, Peter Wüthrich	Mitglieder: Laurent Baeriswyl, Marc Fahrni, Andreas Freiburghaus, Bernadette Mäder-Brülhart, Anne Meyer Loetscher, Pascale Michel, Savio Michelod, Elias Moussa, Katharina Thalmann-Bolz, Peter Wüthrich
<u>Entrée en matière</u>	<u>Eintreten</u>
La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.	Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.
<u>Propositions acceptées (projet bis)</u>	<u>Angenommene Anträge (projet bis)</u>
La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :	Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:
Art. 1 al. 1, al. 2	Art. 1 Abs. 1, Abs. 2
¹ Il est institué un régime de prestations complémentaires cantonales pour les familles (ci-après: les prestations) de condition économique modeste avec de jeunes enfants.	A1 ¹ Für in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen lebende Familien mit kleinen Kindern wird ein System kantonaler Ergänzungsleistungen für Familien (die Leistungen) eingeführt.
² Les prestations sont destinées à la couverture des besoins des familles ayant de jeunes <u>avec</u> enfants.	² Die Leistungen sind zur Deckung der Bedürfnisse von Familien mit kleinen Kindern bestimmt.
Art. 4 al. 1 let. c	A2
c) elles vivent durablement en ménage commun avec au moins un enfant âgé de moins de <u>8</u> <u>12</u> ans ayant un lien de filiation selon le CC avec l'un des membres de la famille selon l'article 6 de la présente loi;	c) Sie leben dauerhaft in einem gemeinsamen Haushalt mit mindestens einem Kind unter <u>acht</u> <u>zwölf</u> Jahren, das nach ZGB in einem Kindschaftsverhältnis zu einem der Familienmitglieder nach Artikel 6 dieses Gesetzes steht.

Art. 5 al. 2 let. a et b

Ne concerne que la version allemande.

Art. 6 al. 1 let. d

d) toute autre personne qui a ~~un lien de parenté avec une obligation d'entretien envers les enfants.~~

Art. 9 al. 1, al. 3

¹ Les dépenses reconnues de la famille au sens de cette loi ~~suivent, en principe, la systématique de correspondant aux dépenses reconnues selon l'article 10 LPC, en y ajoutant également les frais de garde, les frais de maladie et les frais liés à l'accompagnement social.~~

³ Le Conseil d'Etat fixe les montants et les modalités ~~notamment concernant le montant destiné à la couverture des besoins vitaux ainsi que le loyer.~~

Art. 11 al. 1, al. 2, al. 3

¹ ~~Un revenu hypothétique dépendant de la composition du ménage est pris en considération. Il est présumé que les ménages disposent d'un revenu minimal qui dépend de la composition du ménage (revenu hypothétique).~~

² ~~Le Conseil d'Etat en fixe le montant par année et par personne majeure qui n'est pas en formation et peut exclure sa prise en compte pour une période donnée. Il précise la notion de formation. Le montant du revenu hypothétique s'élève à 12 500 francs par année et par personne majeure qui n'est pas en formation.~~

³ ~~Le Conseil d'Etat peut diminuer ces montants et exclure, entièrement ou partiellement, leur prise en compte pour une période donnée dans le règlement d'exécution.~~

Art. 5 Abs. 2 Bst. a und b

- A3**
- a) der Person, welche die elterliche Sorge Obhut hat;
 - b) im Fall gemeinsamer elterlicher Sorge Obhut der Person, bei der das Kind überwiegend lebt.

Art. 6 Abs. 1 Bst. d

- A4**
- d) jede weitere Person, die im Verwandtschaftsverhältnis zu gegenüber den Kindern steht eine Unterhaltpflicht hat.

Art. 9 Abs. 1, Abs. 3

A5

¹ Die anerkannten Ausgaben der Familie im Sinne dieses Gesetzes ~~richten sich grundsätzlich nach der Systematik von entsprechen den anerkannten Ausgaben nach Artikel 10 ELG; dazu kommen auch die Betreuungskosten, die Krankheitskosten und die Kosten für die soziale Begleitung.~~

A6

³ Der Staatsrat legt die Beträge und Modalitäten, ~~namentlich des Betrags zur Deckung des allgemeinen Lebensbedarfs sowie der Miete,~~ fest.

Art. 11 Abs. 1, Abs. 2, Abs. 3

A7

¹ Es wird angenommen, dass die Haushalte über ein hypothetisches minimales Einkommen berücksichtigt verfügen, das von der Zusammensetzung des Haushalts abhängt (hypothetisches Einkommen).

² Der Staatsrat legt den Betrag pro Jahr und pro volljährige Person, die sich nicht in Ausbildung befindet, fest; er kann ihre Berücksichtigung für einen bestimmten Zeitraum aussetzen. Er präzisiert den Ausbildungsbegriff. Der Betrag des hypothetischen Einkommens beläuft sich auf 12 500 Franken im Jahr pro volljährige Person, die sich nicht in Ausbildung befindet.

³ Der Staatsrat kann diese Beträge im Ausführungsreglement herabsetzen oder ihre Berücksichtigung für einen gewissen Zeitraum ganz oder teilweise ausschliessen.

Art. 30 al. 1

¹ Le financement des prestations versées par la caisse cantonale de compensation AVS en application de la présente loi est pris en charge à raison de 50 75 % par l'Etat et 50 25 % par l'ensemble des communes.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 4 al. 1 let. a

Proposition déposée en allemand.

Art. 30 Abs. 1

A8

¹ Die Finanzierung der Leistungen, welche die kantonale AHV-Ausgleichskasse durch den Vollzug dieses Gesetzes ausrichtet, wird ~~je zur Hälfte zu~~ 75 % vom Staat und zu 25 % von allen Gemeinden getragen.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Anderungsanträge

Art. 4 Abs. 1 Bst. a

B1

a) Sie sind zum Zeitpunkt des Leistungsgesuchs seit mindestens einem zwei Jahren bei der Einwohnerkontrolle einer freiburgischen Gemeinde angemeldet.

Art. 4 al. 1 let. c

c) elles vivent durablement en ménage commun avec au moins un enfant âgé de moins de 8 ans en âge préscolaire ou de scolarité obligatoire ayant un lien de filiation selon le CC avec l'un des membres de la famille selon l'article 6 de la présente loi;

c) elles vivent durablement en ménage commun avec au moins un enfant âgé de moins de 8 ans ayant un lien de filiation selon le CC avec l'un des membres de la famille selon l'article 6 de la présente loi; Les prestations couvrent les besoins vitaux de toute la famille lorsqu'il y a des enfants entre 0 et 6 ans. Si les enfants sont plus âgés, les PC familles couvrent uniquement les besoins vitaux des enfants jusqu'à 16 ans.

Art. 9 al. 1

¹ Les dépenses reconnues de la famille au sens de cette loi suivent, en principe, la systématique de correspondance aux dépenses reconnues selon l'article 10 LPC, à l'exception des frais de garde et des frais de maladie.

Art. 10 al. 1 let. d

d) *Biffer.*

Art. 11 al. 1

¹ Un Si une personne renonce volontairement à exercer une activité lucrative que l'on pourrait raisonnablement exiger d'elle, le revenu hypothétique dépendant de la composition du ménage correspondant est pris en considération compte comme revenu déterminant.

Art. 12 al. 3

³ Le Conseil d'Etat règle les modalités d'octroi du remboursement et fixe le montant maximum annuel remboursé pour chaque enfant.

Art. 30 al. 1, al. 2, al. 3

¹ Le financement des prestations versées par la caisse cantonale de compensation AVS en application de la présente loi est pris en charge à raison de 50 % 100% par l'Etat et 50 % par l'ensemble des communes.

² *Biffer.*

³ *Biffer.*

Art. 4 Abs. 1 Bst. c

B2 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

B3 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 9 Abs. 1

B4 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 10 Abs. 1 Bst. d

B5 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 11 Abs. 1

B6 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 12 Abs. 3

B7 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 30 Abs. 1, Abs. 2, Abs. 3

B8 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (un membre est excusé).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B1, est acceptée par 6 voix contre 4 et 0 abstention (un membre est excusé).

La proposition B2, opposée à la proposition B3, est acceptée par 6 voix contre 3 et 1 abstention (un membre est excusé).

La proposition A2, opposée à la proposition B2, est acceptée par 5 voix contre 4 et 1 abstention (un membre est excusé).

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 0 abstention (un membre est excusé).

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition B4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

La proposition B5 et la proposition initiale du Conseil d'Etat obtiennent chacune 5 voix, il y a 1 abstention. Le président tranche en faveur de la proposition B5.

La proposition B6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

**A1
CE** Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (ein Mitglied ist entschuldigt).

**CE
B1** Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B1 mit 6 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen (ein Mitglied ist entschuldigt).

**B2
B3** Antrag B2 obsiegt gegen Antrag B3 mit 6 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung (ein Mitglied ist entschuldigt).

**A2
B2** Antrag A2 obsiegt gegen Antrag B2 mit 5 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung (ein Mitglied ist entschuldigt).

**A2
CE** Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen (ein Mitglied ist entschuldigt).

**A3
CE** Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**B4
CE** Antrag B4 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**B5
CE** Antrag B5 und der ursprüngliche Antrag des Staatsrats erhalten je 5 Stimmen; es gibt 1 Enthaltung. Der Präsident entscheidet zugunsten Antrag B5.

**B6
CE** Antrag B6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B7, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	CE B7	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B7 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition B8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.	B8 CE	Antrag B8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.
<u>Deuxième lecture</u>		<u>Zweite Lesung</u>
La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A2 CE	Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A4 CE	Antrag A4 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A5, opposée à la proposition B4, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A5 B4	Antrag A5 obsiegt gegen Antrag B4 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A5 CE	Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A6 CE	Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B5, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	CE B5	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B5 mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A7, opposée à la proposition B6, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A7 B6	Antrag A7 obsiegt gegen Antrag B6 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A8, opposée à la proposition B8, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A8 B8	Antrag A8 obsiegt gegen Antrag B8 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.	A8 CE	Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Troisième lecture

Dritte Lesung

La proposition A4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A4
CE** Antrag A4 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A5
CE** Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A6
CE** Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B5, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.

**CE
B5** Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B5 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A7, opposée à la proposition B6, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A7
B6** Antrag A7 obsiegt gegen Antrag B6 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A8, opposée à la proposition B8, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.

**A8
B8** Antrag A8 obsiegt gegen Antrag B8 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 17 janvier 2024

Den 17. Januar 2024